



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction des Etudes
Service des Etudes Economiques

**REVUE A MI-PAROURS DES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS
DE L'UEMOA POUR 2006**



Dakar, juillet 2006



TABLE DES MATIÈRES

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	3
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE DE L'UEMOA EN 2006.....	4
III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES PAR PAYS.....	7
3.1 Bénin.....	7
3.2 Burkina.....	8
3.3 Côte d'Ivoire	10
3.4 Guinée-Bissau.....	11
3.5 Mali	13
3.6 Niger	14
3.7 Sénégal	15
3.8 Togo	16
CONCLUSION	18
ANNEXES.....	19

La présente note procède à une revue à mi-parcours des perspectives économiques 2006 pour les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ces perspectives sont révisées sur la base des hypothèses actualisées, au regard de l'environnement économique international et de la situation interne des pays de l'Union au cours des premiers mois de 2006.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les tendances récentes de l'économie mondiale indiquent la poursuite d'une croissance vigoureuse en 2006, en dépit des niveaux particulièrement élevés atteints par les cours mondiaux du pétrole brut. Selon les prévisions du FMI, le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait à 4,9% en 2006 contre une prévision initiale de 4,3% et une réalisation de 4,8% en 2005. Aux Etats-Unis, le rythme d'expansion de l'économie devrait ralentir à 3,4% contre 3,5% en 2005, tout en restant le plus élevé parmi les pays industrialisés. Dans la Zone euro, la croissance se redresserait à 2,0% en 2006 après 1,3% en 2005 dans un contexte marqué, toutefois, par la faiblesse de la consommation. Au Japon, il est attendu une accélération de la croissance à 2,8% contre 2,7% un an plus tôt, sous l'effet de la hausse de la consommation, induite par une meilleure orientation du marché du travail.

Les prévisions de croissance pour 2006 ont été révisées à la hausse dans la plupart des pays émergents. Les performances les plus notables seraient enregistrées par la Chine et l'Inde, en liaison avec la vigueur de leur demande intérieure.

La croissance du PIB en Afrique subsaharienne ressortirait en 2006 à 5,8%, soit le niveau le plus élevé depuis plus de trente ans. Ce rythme d'expansion de l'activité serait imputable à l'accélération de la croissance dans les pays africains producteurs de pétrole. Les performances seraient également appréciables dans les pays non-producteurs de pétrole, à la faveur de l'amélioration des politiques macroéconomiques mises en œuvre.

Sur les marchés des changes, les prévisions initiales se fondaient sur l'hypothèse d'une poursuite du raffermissement du dollar par rapport aux principales devises, sous l'effet notamment d'une croissance économique plus forte aux Etats-Unis que dans la zone euro et au Japon, ainsi que d'un différentiel de taux d'intérêt favorable aux Etats-Unis. En particulier, le cours de l'euro était prévu dans une fourchette comprise entre 1,17 et 1,22 dollar US en 2006, après une moyenne de 1,24 dollar en 2005. L'évolution du marché des changes au cours du premier trimestre 2006 est conforme à ce scénario. Le taux de change de l'euro est, en effet, ressorti en moyenne sur le trimestre à 1,20 dollar US. Cependant, entre avril et juin 2006, le dollar s'est déprécié par rapport à la monnaie européenne, en liaison avec le ralentissement prévu de la croissance aux Etats-Unis au second semestre 2006 et les anticipations d'une pause dans le relèvement des taux directeurs de la FED. L'euro est ressorti en moyenne sur le deuxième trimestre à 1,26 dollar. Par ailleurs, le relèvement des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) d'un quart de point, en juin 2006, et l'éventualité de la poursuite du resserrement de la politique monétaire de la BCE ont soutenu l'euro. Sur cette base, les nouvelles prévisions tablent sur un taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar de 1,22 en 2006.

Sur les marchés des matières premières, il avait été relevé, au moment de l'élaboration des perspectives économiques 2006, que l'incertitude majeure pesant sur l'économie mondiale et, en particulier, celle de l'UEMOA demeurait l'évolution des cours mondiaux du pétrole. Sur cette base, un prix moyen du baril de **pétrole** brut à 65 dollars des Etats-Unis avait été retenu pour les prévisions initiales. L'évolution des cours au premier trimestre 2006 confirme l'orientation haussière anticipée, le prix moyen du baril ressortant à 63,5 dollars après un niveau de 57,3 dollars au cours de l'année 2005. En avril et juin 2006, le prix du baril du pétrole brut a dépassé la barre des 70

dollars, s'établissant en moyenne à 71,8 dollars. Cette évolution est en rapport avec les incertitudes relatives au contexte géopolitique (Golfe persique, Nigeria, Russie, etc.), ainsi que l'augmentation de la demande en provenance notamment de la Chine et de l'Inde. En relation avec l'hypothèse de persistance des tensions géopolitiques et les risques liés aux phénomènes climatiques (cyclones), les prévisions révisées tablent sur un cours moyen du pétrole brut à 72 dollars le baril.

Pour la plupart des produits de base exportés par l'UEMOA, l'orientation des prix à l'exportation semble plutôt favorable par rapport aux hypothèses initiales.

Durant le premier semestre 2006, les cours du **coton** se sont établis en moyenne, à 54,7 cents la livre, soutenus par un niveau satisfaisant de la demande chinoise. Les cours du coton ressortiraient en hausse par rapport aux hypothèses initiales de 52 cents la livre dans l'éventualité d'une stabilité des cours à leurs niveaux actuels sur le reste de l'année. Les prévisions initiales indiquaient un repli du cours moyen du **cacao** qui se situerait à 68 cents la livre en 2006, en rapport avec l'abondance des stocks. Le cours moyen enregistré sur les six premiers mois de 2006 est de 71,1 cents la livre. Le cours du **café robusta** est ressorti en moyenne à 60,4 cents la livre au terme des six premiers mois de 2006, en liaison avec le déficit persistant de l'offre. Les cours du café devraient s'établir au-dessus des projections initiales de 55 cents la livre, dans l'hypothèse de la poursuite de la tendance actuelle. Les perspectives économiques ont été initialement établies sur la base des prévisions des cours de l'once d'**or** de 455 dollars pour l'année 2006. Entre janvier et juin 2006, les cours de l'or ont enregistré une forte progression avec une moyenne de 590,1 dollars l'once. Cette évolution est en relation avec le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande lié au déclin de la production minière, notamment en Afrique du Sud, en Australie et aux Etats-Unis, et les craintes de tensions inflationnistes et géopolitiques qui renforcent le rôle de valeur refuge de l'or. La persistance des incidences ci-dessus évoquées devrait contribuer à maintenir, sur le reste de l'année, le cours de l'or à sa valeur moyenne à fin juin 2006.

Au total, l'évolution de l'environnement international indique une amélioration des perspectives économiques mondiales, les taux de croissance étant revus à la hausse dans les différentes régions du monde. Les économies de l'Union pourraient tirer profit de l'augmentation de la demande mondiale, en particulier celle de l'or. Cependant, ces effets positifs pourraient être annihilés par l'incidence de la hausse plus forte que prévu des cours du pétrole.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE DE L'UEMOA EN 2006

Les prévisions initiales au titre de l'année 2006 pour les pays de l'UEMOA avaient été élaborées sur la base d'hypothèses sur l'environnement interne des Etats membres, en plus de celles concernant l'économie mondiale. A cet égard, les projections s'appuyaient sur l'hypothèse d'une campagne agricole normale en 2006 et d'un impact limité d'un éventuel péril acridien. En outre, il était prévu que tous les pays mettraient en œuvre des programmes économiques soutenus par les Institutions de Bretton Woods. L'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), à laquelle cinq Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali, Niger et Sénégal) sont éligibles, n'avait pas été prise en compte dans les prévisions initiales. En effet, les modalités d'application de cette initiative n'étaient pas connues au moment de l'élaboration des perspectives économiques.

Au titre des relations avec le FMI et la Banque mondiale, il ressort de la situation à fin mai 2006 que trois pays, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo, n'ont pas exécuté de programmes appuyés par lesdites institutions. Les discussions entre les Autorités de ces pays et ces institutions sont toujours en cours. Le Sénégal a entamé des négociations avec le FMI, en vue de la mise en

place d'un instrument de soutien à la politique économique (ISPE)¹. Les quatre autres pays de l'Union, à savoir, le Bénin, le Burkina, le Mali et le Niger, poursuivent l'exécution de leurs programmes économiques et financiers appuyés notamment par les ressources de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Par ailleurs, le FMI a déjà mis en œuvre l'IADM au bénéfice de ces quatre pays et du Sénégal.

Sur la base des évolutions aussi bien au niveau interne qu'au plan international, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union en 2006, en termes réels, est revu à 3,9% contre 4,0% initialement projeté et une réalisation de 4,1% en 2005.

La Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Niger seraient principalement à l'origine de cette légère correction à la baisse avec des taux de croissance du PIB réel revus respectivement à 1,8%, 4,6% et 3,5% contre 2,5%, 5,1% et 4,0% projetés initialement.

En Côte d'Ivoire, la révision à la baisse est essentiellement liée aux retards enregistrés dans le processus de paix et la reprise des travaux de reconstruction, ainsi qu'à l'absence de programme économique et financier appuyé par les partenaires au développement. **Au Sénégal**, les difficultés enregistrées par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS), les perturbations dans la distribution d'électricité et le ralentissement des activités de transport laissent présager des performances économiques en 2006 en dessous des prévisions initiales. **Au Niger**, la révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2006 découle de l'hypothèse d'un retour au rythme tendanciel d'accroissement de la production agricole en 2006-2007, après la hausse exceptionnelle relevée en 2005-2006.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB dans l'UEMOA en 2006 (en %)

	2005	2006	
		Prév. Init.	Prév. Rév.
Bénin	3,5	4,0	4,0
Burkina	7,1	5,0	6,8
Côte d'Ivoire	1,8	2,5	1,8
Guinée-Bissau	3,5	4,3	4,2
Mali	6,8	6,0	6,0
Niger	7,1	4,0	3,5
Sénégal	5,5	5,1	4,6
Togo	1,5	2,6	3,0
UEMOA	4,1	4,0	3,9

Sources : BCEAO, INS

L'évolution moins favorable que prévu de l'activité dans ces trois pays est atténuée par la révision à la hausse du taux de croissance du PIB au Burkina et, dans une moindre mesure, au Togo. La progression du PIB **au Burkina** s'établirait à 6,8% contre 5,0% attendu initialement, sous l'effet d'une hausse plus importante que prévu de la valeur ajoutée des secteurs secondaire et tertiaire, consécutive à la révision à la hausse de la production de coton, aux nouveaux chantiers publics engagés et au dynamisme des activités commerciales et de transport. **Au Togo**, la croissance du PIB est attendue à 3,0% contre 2,6% prévu initialement, en liaison avec la normalisation de la situation socio-politique et le redressement de la production d'électricité.

¹ A travers cet instrument, le FMI approuve un programme économique du pays et en informe les partenaires et les marchés, de sorte à relever la qualité de la signature internationale du pays.

Dans les autres pays, les prévisions de croissance du PIB devraient rester quasiment inchangées, au regard des tendances relevées au cours des premiers mois de 2006. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, ressortirait à 4,0% au Bénin et à 6,0% au Mali, soit les niveaux initialement prévus, alors qu'en Guinée-Bissau, la progression de l'activité économique s'établirait à 4,2%, revue à la baisse de 0,1 point de pourcentage.

Comparativement à l'année précédente, l'évolution des prix dans l'UEMOA traduit une décélération au cours des cinq premiers mois de 2006, le taux d'inflation ressortant en moyenne à 2,9% contre 3,9% à la période correspondante de l'année 2005. En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 2,7% à fin mai 2006, contre 4,0% un an auparavant. Toutefois, la progression des prix demeure forte, au regard de l'objectif de 2% maximum retenu dans le programme monétaire 2006. Par ailleurs, il existe des risques d'une accélération en rapport avec l'augmentation continue des cours du pétrole. En outre, la baisse des prix des céréales, attendue de la bonne campagne agricole 2005/2006, a été limitée par les besoins de reconstitution des stocks de sécurité. Sur la base de ces considérations, le taux d'inflation moyen pour l'année 2006 pourrait s'établir autour de 2,4%, au-dessus de la prévision initiale de 1,8%. La hausse des prix des produits pétroliers et des services de transports contribuerait pour 1,7 point de pourcentage à cette inflation.

Tableau 2 : UEMOA : PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévision initiale	Prévision révisée
Variations en pourcentage, sauf indications contraires						
Produit intérieur brut réel	1,5	2,7	2,8	4,1	4,0	3,9
Indice des prix à la consommation	2,9	1,3	0,5	4,4	1,8	2,4
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-4,1	-4,4	-4,8	-4,5	-4,4	-5,0
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-2,9	-5,5	-5,7	-7,0	-5,1	-5,1

Sources: BCEAO, INS

Les taux d'inflation seraient plus élevés que prévu au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, où la hausse du niveau général des prix est projetée respectivement à 3,3%, 2,1%, 2,5%, 2,1% et 2,4%. En revanche, en Guinée-Bissau et au Niger, les prévisions du taux d'inflation sont revues en baisse à 1,4%, tandis qu'au Togo, la hausse des prix de 2,2% initialement prévue, est maintenue.

Sur le plan des finances publiques, un des changements majeurs au niveau des hypothèses a porté sur les économies de charge induites par la mise en œuvre de l'IADM par le FMI depuis le 6 janvier 2006. Le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal ont bénéficié de l'annulation de l'encours au 31 décembre 2004 de leur dette vis-à-vis de cette institution. Ainsi, pour 2006, les Etats concernés sont dispensés du règlement du service de la dette initialement prévu, estimé à 4,9 milliards au Bénin, 8,3 milliards au Burkina, 11,4 milliards au Mali, 8,4 milliards au Niger et 21,3 milliards au Sénégal. Les annulations de dette vis-à-vis de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement dans le cadre de cette initiative n'ont pas encore été notifiées aux Etats.

Nonobstant cet allègement de la dette, la situation des finances publiques des Etats membres de l'Union se dégraderait au terme de l'année 2006 par rapport aux prévisions initiales. En effet, les recettes budgétaires et les dépenses totales ressortiraient respectivement en hausse de 0,6% et 2,7% par rapport aux prévisions initiales. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, s'établirait à 5,0% du PIB contre 4,4% projeté initialement et 4,5% en 2005.

Le déficit des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels, ressortirait à 5,1% du PIB, conforme aux prévisions initiales. L'incidence des cours élevés du pétrole brut serait compensée par la hausse plus importante que prévu des quantités et des prix à l'exportation de l'or, notamment pour le Mali, ainsi que des exportations de produits pétroliers en Côte d'Ivoire avec l'entrée en production de nouveaux puits.

Par pays, l'évolution des perspectives économiques se présente comme suit.

III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES PAR PAYS

3.1 Bénin

Les prévisions initiales avaient été effectuées dans un cadre caractérisé par la persistance des difficultés liées à la restructuration de la filière coton. La hausse des prix des intrants, consécutive au renchérissement des produits dérivés du pétrole, constituait également une contrainte potentielle. Toutefois, il était attendu des effets positifs sur l'économie, du regain de dynamisme des relations commerciales avec le Nigeria ainsi que de l'amélioration de la fluidité du transport sur les corridors Bénin-Burkina et Bénin-Niger. L'année 2006 devait, en outre, être marquée par une relance des investissements publics, en relation avec le décaissement des appuis financiers extérieurs dans le cadre de l'accord triennal conclu avec les institutions de Bretton Woods en août 2005.

L'évolution récente de la situation économique au Bénin tend à confirmer ces hypothèses. En particulier, les difficultés de la filière coton sont prises en charge par les nouvelles Autorités. A cet égard, les arriérés de paiement dus aux producteurs, qui avaient conduit à leur désaffection vis-à-vis de la filière, ont été réglés, pour une large part, par l'Etat.

L'année 2006 marque également la deuxième phase de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, orientée vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et appuyée par les partenaires extérieurs. A cet égard, l'objectif initial du taux d'investissement fixé à 20,5% du PIB serait atteint.

Sur cette base, la prévision initiale du taux de croissance économique, en termes réels, de 4,0% en 2006, a été maintenue. L'ensemble des secteurs participerait à la croissance, avec des contributions respectives de 1,0 point, 1,7 point et 1,3 point de pourcentage pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le niveau général des prix s'est inscrit en hausse moyenne de 5,2% durant les cinq premiers mois de l'année 2006, contre 4,4% au cours de la même période de l'année dernière. Cette progression de l'inflation est due essentiellement à la hausse des prix des produits non alimentaires, résultant du renchérissement des produits pétroliers et des services de transport, en rapport avec la hausse des cours mondiaux du pétrole brut. Les prix des produits alimentaires se sont, pour leur part, accrus sous l'effet des tensions sur l'offre de certaines denrées. Le taux d'inflation devrait se situer à 3,3% pour l'année 2006, contre une projection initiale de 1,7%.

Tableau 3 : Bénin: PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévision initiale	Prévision révisée
Variations en pourcentage, sauf indications contraires						
Produit intérieur brut réel	4,4	3,9	3,1	3,5	4,0	4,0
Indice des prix à la consommation	2,4	1,5	0,9	5,4	1,7	3,3
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-3,3	-4,5	-3,5	-3,1	-4,8	-4,7
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-8,3	-9,7	-7,7	-7,1	-6,4	-7,1

Sources: BCEAO, INS

La situation des finances publiques ferait ressortir un déficit global, base engagements, hors dons, projeté à 4,7% du PIB en 2006, contre une prévision initiale de 4,8%. L'allègement de dette obtenu du FMI au titre de l'IADM devrait permettre d'accroître les ressources disponibles pour le financement des dépenses, notamment dans les secteurs sociaux.

Au titre des échanges extérieurs, les performances s'inscriraient en net retrait par rapport aux prévisions initiales, en liaison avec la baisse des quantités de coton exportées. En effet, malgré la remontée des cours sur les marchés internationaux, les recettes d'exportation de ce produit se situeraient autour de 54 milliards, soit une baisse de près de la moitié par rapport aux prévisions initiales. Par ailleurs, la forte hausse des cours mondiaux laisse entrevoir un alourdissement de la facture pétrolière. Il en résulterait une dégradation du solde commercial et une aggravation du déficit des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels, estimé à 7,1% du PIB, soit le même niveau qu'en 2005, contre des prévisions initiales de 6,4%.

Afin de consolider les équilibres budgétaires et extérieurs, des mesures devront être mises en œuvre dans l'immédiat pour contenir les dépenses publiques. Les réformes structurelles devront, par ailleurs, être poursuivies, notamment le parachèvement des actions engagées pour améliorer la situation financière de la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) et la réorganisation de la filière coton, principale source de revenu du pays. La diversification de la base productive demeure également une priorité pour atténuer la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes.

3.2 Burkina

Les projections initiales pour 2006 faisaient état d'un taux de croissance du PIB, en termes réels, de 5,0%, en liaison avec la bonne tenue de l'ensemble des secteurs. Ces prévisions se fondaient sur l'hypothèse d'une bonne pluviométrie, conjuguée à une amélioration des rendements par rapport à 2005. L'économie devait également bénéficier des travaux de bitumage des voies principales, de construction d'infrastructures administratives et sportives et d'aménagements hydro-agricoles. Par ailleurs, la normalisation de la situation socio-politique en Côte d'Ivoire ainsi que la poursuite de l'exécution des programmes appuyés par les institutions de Bretton Woods figuraient parmi les hypothèses qui sous-tendaient les prévisions initiales pour 2006.

Sur la base des évolutions constatées au cours des premiers mois de 2006, il apparaît que les hypothèses initiales restent pertinentes. Les performances seraient même meilleures que prévu, en liaison avec les effets induits de la forte hausse de la production de coton. Le taux de croissance de la valeur ajoutée, en termes réels, du secteur secondaire serait en progression par rapport aux prévisions initiales, en rapport avec la bonne tenue de l'activité d'égrenage et celle des BTP, consécutive aux nouveaux chantiers publics engagés, notamment les constructions de pistes rurales dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Au niveau du secteur tertiaire, les bonnes performances prévues sont en relation avec le dynamisme des activités commerciales et de transport consécutif aux opportunités offertes par la tenue de diverses manifestations (Conférence des Ministres de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou, etc.).

Sur la base de ces évolutions, le taux de croissance économique du PIB est attendu à 6,8%, en termes réels, en 2006, contre une prévision initiale de 5,0% et une réalisation de 7,1% en 2005.

Tableau 4 : Burkina: PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévision initiale	Prévision révisée
	Variations en pourcentage, sauf indications contraires					
Produit intérieur brut réel	4,6	8,0	4,6	7,1	5,0	6,8
Indice des prix à la consommation	2,3	2,0	-0,4	6,4	1,2	2,1
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-10,0	-8,2	-8,6	-9,5	-10,9	-9,0
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-11,9	-12,7	-13,4	-14,7	-11,1	-10,5

Sources: BCEAO, INS

Le taux d'inflation s'est établi à 4,7% en moyenne à fin mai 2006, contre une réalisation de 5,0% au cours de la même période de l'année 2005. Cette évolution traduit la persistance des tensions sur les prix des carburants et des tarifs de transport, ainsi que sur les prix des produits alimentaires. Il est attendu une atténuation des tensions inflationnistes sur ces derniers produits sous l'hypothèse d'une campagne agricole normale. L'inflation moyenne annuelle est, toutefois, revue à la hausse à 2,1%, contre 1,2% attendue précédemment.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se traduirait par une amélioration de la situation des finances publiques, caractérisée par un accroissement des ressources disponibles, à la faveur de l'intensification des efforts de recouvrement des recettes intérieures et de l'allègement de la dette au titre de l'IADM. Les dépenses et prêts nets seraient également plus élevés que prévu. Cette évolution est imputable aux dépenses additionnelles liées au relèvement de la subvention à la Société nationale d'électricité, à la déconcentration des services de l'Etat et la décentralisation, ainsi qu'à l'instauration d'un fonds de stabilisation pour le secteur du coton. Le déficit du solde global, base engagements, hors dons, s'établirait à 9,0% du PIB en 2006 contre une prévision initiale de 10,9% et une réalisation de 9,5% en 2005.

Les échanges extérieurs se solderaient en 2006 par un déficit de la balance des transactions courantes, hors transferts officiels, de 10,5% du PIB contre une prévision initiale de 11,1% et une réalisation de 14,7% en 2005. Cette évolution est imputable notamment à la révision à la hausse des exportations de coton-fibre, atténuée par la baisse de celles des produits d'élevage en liaison avec la psychose provoquée par l'épidémie de grippe aviaire.

Nonobstant l'amélioration des perspectives économiques, les efforts devraient être poursuivis, en vue notamment de réduire les niveaux relativement élevés des déficits budgétaire et de la balance des transactions extérieures courantes. Aussi, au niveau des finances publiques, une attention soutenue devrait être accordée à la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de la mobilisation des recettes et de la lutte contre la fraude. Les Autorités devraient également poursuivre les réformes entreprises dans la filière coton pour renforcer sa compétitivité. Par ailleurs, une attention devrait être portée à la promotion des exportations non-traditionnelles pour tirer profit des opportunités offertes par les initiatives d'ouverture des marchés de certains pays industrialisés.

3.3 Côte d'Ivoire

Les projections initiales pour l'année 2006 reposaient sur l'hypothèse d'une normalisation de la situation socio-politique, la mise en œuvre du programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et la restauration de la pleine capacité administrative et institutionnelle du Gouvernement sur l'ensemble du territoire. Il était prévu que les efforts internes de redressement de l'économie soient soutenus par un programme appuyé par les Institutions de Bretton Woods, dans le cadre notamment de la Facilité d'urgence pour les pays sortant de conflit.

La mise en place d'un gouvernement de transition en décembre 2005 a permis d'enregistrer des progrès dans la mise en œuvre de la feuille de route relative à la réconciliation nationale. A cet égard, les activités de la Commission électorale indépendante ont démarré et les nouvelles structures de coordination du Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (PNDDR) et du Comité National de Pilotage du Redéploiement de l'Administration (CNPRA) sont opérationnelles.

A l'issue de la mission conjointe du FMI et de la Banque mondiale qui a séjourné à Abidjan du 2 au 16 mai 2006, le FMI a marqué son accord de principe pour appuyer les efforts de la Côte d'Ivoire pour rétablir les bases d'une croissance économique saine et améliorer les conditions de vie des populations.

Le taux de croissance économique est révisé à 1,8% pour 2006, contre 2,5% prévu initialement, en liaison essentiellement avec le retard enregistré dans la mise en œuvre des chantiers de reconstruction. L'ensemble des secteurs enregistrerait des performances moindres que celles prévues initialement, à l'exception de la branche extractive. Celle-ci fait preuve d'un regain de dynamisme avec l'entrée en production de nouveaux puits de pétrole. Il est envisagé un doublement du taux de croissance de l'activité de la branche par rapport à celui projeté initialement.

Le taux d'inflation était prévu initialement à 1,8%. Les réalisations font état, au terme des cinq premiers mois de 2006, d'un accroissement de 2,4% de l'indice des prix à la consommation contre 4,1% au cours de la même période de l'année 2005. Cette inflation résulte essentiellement de la hausse des prix des produits de la pêche, des produits pétroliers et des services de transport. Les estimations laissent apparaître, en moyenne, un accroissement de 2,5% des prix au terme de l'année 2006.

Tableau 5 : Côte d'Ivoire: PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					<i>Prévision initiale</i>	<i>Prévision révisée</i>
	Variations en pourcentage, sauf indications contraires					
Produit intérieur brut réel	-1,6	-1,7	1,5	1,8	2,5	1,8
Indice des prix à la consommation	3,1	3,3	1,4	3,9	1,8	2,5
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-2,0	-3,2	-2,8	-2,7	0,8	-0,4
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	6,5	2,0	1,7	0,1	2,2	2,4

Sources: BCEAO, INS

La situation des finances publiques se dégraderait par rapport aux prévisions initiales. L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par un déficit global, base engagements, hors dons, de 0,4% du PIB contre un excédent de 0,8% du PIB initialement prévu. Cette évolution est liée à la révision à la hausse des dépenses totales, notamment celles liées à la crise et aux traitements et salaires du personnel de l'administration publique.

Les échanges extérieurs seraient caractérisés par une performance plus forte que prévu, en liaison avec une révision à la hausse des exportations de produits pétroliers. Le compte courant extérieur, hors transferts officiels, dégagerait un excédent équivalant à 2,4% du PIB, contre 2,2% du PIB initialement prévu et une réalisation de 0,1% en 2005.

Au total, l'amélioration de la situation économique en Côte d'Ivoire requiert la consolidation de la stabilité socio-politique, la restauration de la confiance et de la sécurité. La reprise de la coopération avec l'ensemble des partenaires au développement est également nécessaire, afin de soutenir les efforts internes de redressement de l'activité économique et bénéficier des récentes initiatives d'annulation de la dette et d'un traitement approprié du stock des arriérés de paiements.

3.4 Guinée-Bissau

Les hypothèses formulées au moment de l'élaboration des perspectives économiques 2006 avaient trait au renforcement de la stabilité politique et à l'amélioration de la gestion économique. Elles portaient également sur la mise en œuvre d'un programme post-conflit en 2006 appuyé par les institutions de Bretton Woods. Sur cette base, le taux de croissance du PIB réel était projeté à 4,3%.

Au cours des premiers mois de 2006, les signes de retour à la normale, au plan politique, se sont multipliés. L'un des faits importants a été l'approbation par l'Assemblée Nationale Populaire, le 16 mars 2006, du programme du nouveau Gouvernement visant la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables, l'assainissement des finances publiques, l'instauration d'un Etat de droit ainsi que le renforcement de la justice. Au titre des relations avec les institutions de Bretton Woods, il a été convenu, entre le Gouvernement bissau guinéen et le FMI, la mise en place d'un nouveau programme de référence sur la période d'avril à décembre 2006. L'exécution satisfaisante de ce programme ouvrirait la voie à la conclusion d'un accord avec les Institutions de Bretton Woods, en vue de la mise en œuvre d'un programme post-conflit .

L'année 2006 serait marquée par un raffermissement de la croissance avec un taux estimé, en termes réels, à 4,2% après 2,2% en 2005. La croissance du PIB serait tirée par l'ensemble des secteurs de l'économie. Le secteur primaire enregistrerait de bonnes performances, sous l'effet de l'accroissement de 10% de la production de la filière de la noix de cajou. Les valeurs ajoutées des secteurs secondaire et tertiaire devraient enregistrer des hausses respectives de 4,0% et 3,3%. La croissance du secteur secondaire serait imputable, en partie, aux actions de réhabilitation des infrastructures socio-économiques, notamment routières, et au démarrage d'un projet de construction de logements sociaux.

Le taux d'inflation est ressorti en moyenne à 0,3% à fin mai 2006, contre une réalisation de 4,1% au cours de la même période de l'année 2005, confirmant une tendance à la décélération d'une année à l'autre. L'évolution enregistrée entre janvier et mai 2006 résulte essentiellement de la hausse des prix des produits non alimentaires, en rapport avec le renchérissement des produits pétroliers et des services de transport. La décélération de l'inflation devrait se poursuivre durant les prochains mois. Le taux d'inflation annuel ressortirait à 1,4%, contre une prévision initiale de 2,1%.

Tableau 6 : Guinée-Bissau: PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévision initiale	Prévision révisée
	Variations en pourcentage, sauf indications contraires					
Produit intérieur brut réel	0,2	-7,2	-0,6	2,2	4,3	4,2
Indice des prix à la consommation	3,2	3,9	-3,5	0,9	2,1	1,4
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-17,2	-23,1	-31,8	-20,1	-27,8	-19,3
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-13,5	-10,1	-8,6	-10,9	-16,8	-13,0

Sources: BCEAO, INS

L'exécution des opérations financières de l'Etat en 2006 se traduirait par une réduction du déficit global, base engagements, hors dons, qui ressortirait à 19,3% du PIB contre une prévision initiale de 27,8% et une réalisation de 20,1% en 2005. Cette évolution est imputable à la hausse attendue des recettes, en relation avec les efforts d'amélioration des performances des régies financières, notamment la création de nouvelles brigades mobiles de contrôle et le renforcement de la surveillance des activités de pêche.

Par rapport aux prévisions initiales, les échanges extérieurs seraient caractérisés par une réduction du déficit du compte courant, hors transferts officiels, qui se situerait à 13,0% du PIB contre 16,8% initialement prévu. Cette évolution serait essentiellement liée à la hausse des exportations d'anacarde, si les problèmes enregistrés dans la commercialisation de ce produit sont rapidement résolus.

L'amélioration des perspectives économiques en Guinée-Bissau, dépend en grande partie des progrès dans la normalisation de la situation socio-politique et des efforts de renforcement de la gouvernance. Les avancées dans ces domaines conditionnent le retour de la confiance des investisseurs et la reprise des appuis financiers extérieurs. Une coopération dynamique avec les partenaires au développement est également requise, en vue d'accroître la mobilisation de

ressources financières et bénéficier des initiatives d'allègement de la dette. Les efforts devront également être poursuivis en vue de l'amélioration des recettes fiscales, de l'exécution normale des dépenses courantes et de l'accroissement du niveau des investissements publics.

3.5 Mali

Outre la poursuite de la mise en œuvre du programme appuyé notamment par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance, les prévisions initiales étaient fondées sur de bonnes performances du secteur agricole, en relation notamment avec le programme national d'infrastructures rurales, le projet de mise en valeur de la plaine du Moyen-Bani et l'aménagement du Périmètre irrigué de Maninkoura. La production d'or devait également bénéficier de l'entrée en production de deux nouvelles mines. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, était alors projeté, à 6,0% pour l'année 2006.

Ces hypothèses ont été maintenues sur la base des évolutions favorables constatées en début d'année 2006. En effet, l'activité industrielle a été bien orientée au cours du premier trimestre de l'année, du fait principalement de la branche extractive et des industries textiles, en rapport avec la forte hausse de la production d'or et de coton. Pour sa part, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a augmenté de 11,6%, en glissement annuel. Globalement, le taux de croissance économique réel ressortirait à 6,0%. Les contributions sectorielles à la croissance ressortiraient respectivement à 2,4 points, 1,7 point et 1,9 point de pourcentage pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Tableau 7 : Mali : PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévisions initiales	Prévisions révisées
Variations en pourcentage, sauf indications contraires						
Produit intérieur brut réel	4,3	7,6	2,3	6,8	6,0	6,0
Indice des prix à la consommation	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,6	2,1
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-7,6	-5,3	-6,5	-7,1	-7,8	-8,7
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-6,1	-9,3	-10,2	-9,1	-8,3	-6,3

Sources: BCEAO, INS

Le taux de progression moyen des prix à la consommation a atteint 3,3% entre janvier et mai 2006, contre une réalisation de 5,0% au cours de la période correspondante de l'année 2005, en relation avec la hausse des prix des produits alimentaires, des produits pétroliers et des services de transport. Les prévisions révisées font état d'une décélération pour le reste de l'année, en relation avec l'amélioration attendue de la production céréalière en 2006 et les initiatives du Gouvernement visant la réduction des prix des biens et services de première nécessité, notamment l'eau et l'électricité. L'inflation en moyenne en 2006 est projetée à 2,1% contre 1,6% initialement et 6,4% atteint en 2005.

La situation des finances publiques se dégraderait davantage, comparativement aux prévisions initiales. Sur la base des données disponibles, l'exécution des opérations financières de l'Etat se

solderait par un déficit global, base engagements, hors dons, de 8,7% du PIB contre 7,8% initialement prévu et 7,1% réalisé en 2005. Cette évolution serait essentiellement imputable à la hausse des dépenses en capital en rapport notamment avec l'accroissement des ressources disponibles lié à l'allègement de la dette vis-à-vis du FMI dans le cadre de l'IADM.

Les échanges extérieurs seraient caractérisés par une atténuation du déficit extérieur courant, hors transferts officiels, qui ressortirait à 6,3% du PIB contre des prévisions initiales de 8,3%, en relation avec la hausse des exportations, notamment celle de 46% des ventes d'or consécutive à l'augmentation de la production et des prix.

Pour consolider les performances économiques, les Autorités devraient poursuivre les réformes structurelles engagées notamment dans le secteur du coton et la restructuration des entreprises publiques, afin de conforter les bases d'une économie plus compétitive et moins vulnérable aux chocs exogènes. Les actions entreprises, en vue de l'amélioration du recouvrement des ressources intérieures, devraient également être renforcées pour consolider l'assainissement des finances publiques.

3.6 Niger

La projection initiale de 4,0% du taux de croissance économique en 2006 avait pris en compte les effets du redressement de la production agricole au cours de la campagne 2005/2006 après la crise alimentaire de 2005.

Les nouvelles prévisions tablent sur un taux de croissance réel du PIB à 3,5%. Cette révision à la baisse du taux de croissance est imputable à une projection plus prudente de la production agricole 2006-2007. L'ensemble des secteurs participerait à la croissance, avec des contributions respectives de 0,4 point, 0,5 point et 2,6 points de pourcentage pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Tableau 8 : Niger : PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévision initiale	Prévision révisée
Variations en pourcentage, sauf indications contraires						
Produit intérieur brut réel	5,3	3,8	-0,6	7,1	4,0	3,5
Indice des prix à la consommation	2,6	-1,6	0,2	7,8	1,9	1,4
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-8,3	-8,1	-9,6	-7,7	-8,7	-11,5
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-10,2	-10,9	-10,8	-10,9	-9,9	-9,3

Sources: BCEAO, INS

Le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 2,3% à fin mai 2006, contre une réalisation de 6,9% au cours de la même période de l'année 2005. A court terme, une détente des prix est attendue sur les marchés céréaliers, en liaison avec les importations en provenance du Nigeria et la mise à la consommation des stocks constitués à la fin de la campagne agricole 2005. Sur cette base, le taux d'inflation devrait ressortir, en moyenne, à 1,4% en 2006, contre une prévision initiale de 1,9% et une réalisation de 7,8% en 2005.

La situation des finances publiques ferait ressortir en 2006 un déficit global, base engagements, hors dons, de 11,5% du PIB contre une prévision initiale de 8,7% du PIB et une réalisation de 7,7% en 2005. Cette détérioration du déficit budgétaire serait imputable à une hausse plus forte que prévu des dépenses totales, en rapport avec l'exécution du programme de sécurité alimentaire et la mise en œuvre de projets d'investissement prioritaires. Ceux-ci ont trait notamment à un projet d'irrigation, au nouvel abattoir de Niamey, à la réhabilitation de la banque de l'habitat et à la création d'une banque agricole. L'allègement de dette obtenu du FMI dans le cadre de l'IADM devrait permettre une hausse des ressources disponibles pour le financement des dépenses à caractère social.

Les échanges extérieurs, par rapport aux prévisions initiales, pourraient être caractérisés par une réduction du déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, qui ressortirait à 9,3% du PIB, contre un objectif initial de 9,9% et une réalisation de 10,9% en 2005, sous l'effet notamment de la révision à la hausse des ventes d'or et d'uranium.

Au regard du niveau relativement élevé du déficit budgétaire, l'assainissement des finances publiques à travers la rationalisation des dépenses et l'amélioration du recouvrement des recettes, devrait être renforcé. En particulier, l'élargissement de la base taxable devrait demeurer une priorité. Par ailleurs, les efforts devraient être centrés sur l'accroissement de la production agricole à travers les politiques de maîtrise de l'eau et de développement des systèmes d'irrigation, ainsi que sur la promotion des exportations agro-pastorales.

3.7 Sénégal

Les projections initiales reposaient sur la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée du Gouvernement. Par ailleurs, il était attendu de l'exécution des chantiers entrant dans le cadre de la relance de l'économie, notamment la mobilité urbaine et la réhabilitation de certaines infrastructures de base, une stimulation des investissements publics et un regain de vigueur de l'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics.

L'évolution de la situation économique au cours des premiers mois de 2006 laisse augurer d'une croissance moins forte que prévu. Le secteur secondaire devrait continuer à subir les effets négatifs du renchérissement des produits pétroliers. Les perturbations dans la distribution d'électricité enregistrées durant plusieurs mois, à la suite de la suspension de la fourniture de fuel par la Société Africaine de Raffinage (SAR) à la Société Sénégalaise d'Electricité (SENELEC) ont entraîné une baisse de l'activité. Les difficultés rencontrées par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) ont induit, pour leur part, une baisse d'environ 13% de la production minière par rapport aux prévisions initiales. Sur cette base, le taux de croissance du PIB, en termes réels, est revu à 4,6% contre 5,1% prévu initialement et 5,5% en 2005.

Le taux d'inflation est estimé en moyenne à 2,5% à fin mai 2006, contre une réalisation de 0,6% un an auparavant. Cette accélération de l'inflation résulte du renchérissement des produits alimentaires et des produits non alimentaires. La progression des prix de la composante alimentaire est liée à l'insuffisance de l'offre de produits de la pêche, en rapport avec la raréfaction des ressources halieutiques et les difficultés financières auxquelles sont confrontées certaines entreprises opérant dans la filière de la pêche. La hausse de la composante hors alimentation de l'indice global reflète l'augmentation des prix des services de transport, en liaison avec la hausse des cours mondiaux du pétrole brut. Sur la base de ces considérations, l'augmentation des prix ressortirait, en moyenne, à 2,4%, contre 2,1% attendu initialement, au terme de l'année 2006.

Tableau 9 : Sénégal : PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions extérieures courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					<i>Prévision initiale</i>	Prévision révisée
	Variations en pourcentage, sauf indications contraires					
Produit intérieur brut réel	1,2	6,5	5,6	5,5	5,1	4,6
Indice des prix à la consommation	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	2,4
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-1,9	-3,3	-4,5	-2,8	-5,8	-5,6
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-8,2	-8,1	-8,0	-9,7	-8,7	-8,9

Sources: BCEAO, INS

La situation des finances publiques pourrait connaître une détérioration plus marquée que les années précédentes, nonobstant l'allègement de la dette au titre de l'IADM. Selon les estimations, le déficit global, base engagements, hors dons, ressortirait à 5,6% du PIB en 2006 contre une réalisation de 2,8% en 2005. Cette évolution serait essentiellement imputable à la progression des dépenses de transfert et de subvention, notamment en faveur des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et du secteur de l'énergie.

Le déficit des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels, s'élèverait à 8,9% du PIB contre 8,7% prévu initialement, et 9,7% en 2005. Cette évolution s'explique par la baisse des exportations des industries chimiques et un tassement des ventes de produits arachidières et halieutiques.

Les perspectives économiques exigent des efforts accrus d'ajustement macroéconomique, de manière à préserver la stabilité du cadre macroéconomique. Un accent devra être mis sur le redressement des entreprises publiques en difficulté, en particulier, les ICS. Une plus grande rationalisation des dépenses est également nécessaire pour contenir la dégradation des finances publiques.

3.8 Togo

Les perspectives économiques 2006 prenaient appui sur l'hypothèse d'une accélération des réformes économiques dans le cadre d'un programme économique accompagné par les partenaires au développement. Il était également prévu le redressement de la production cotonnière que devraient favoriser les mesures envisagées par les Autorités pour relancer la filière. Sur cette base, le taux de croissance réel du PIB était projeté à 2,6% en 2006.

Les projections révisées sont fondées sur l'hypothèse d'une bonne performance du secteur primaire, dans un contexte marqué, toutefois, par une coopération financière limitée avec les partenaires au développement. Par ailleurs, l'industrie extractive devrait bénéficier de la poursuite de l'expansion de la production de clinker, sous l'effet des investissements réalisés ces dernières années visant à accroître les capacités de production et la compétitivité de ce sous-secteur. Il est également attendu le retour à la normale de la production d'électricité.

Le taux de croissance économique réel est ainsi revu à 3,0%. Les contributions sectorielles à la croissance ressortiraient respectivement à 1,9 point, 0,7 point et 0,4 point de pourcentage pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Tableau 10 : Togo : PIB, prix, soldes budgétaire et des transactions courantes

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Prévisions initiales	Prévisions révisées
	Variations en pourcentage, sauf indications contraires					
Produit intérieur brut réel	4,1	-1,3	4,6	1,5	2,6	3,0
Indice des prix à la consommation	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	2,2
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons (en % PIB)	-1,0	1,9	0,2	-0,3	-2,6	-5,3
Solde des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-10,2	-10,3	-11,4	-16,2	-10,8	-15,5

Sources: BCEAO, INS

Le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 3,3% à fin mai 2006 en décélération par rapport au taux enregistré à la même période de l'année 2005. Cette évolution découle essentiellement de la détente des pressions sur les prix des produits alimentaires, à la faveur d'une amélioration de l'offre consécutive au redressement de la production vivrière. Compte tenu du profil de l'inflation sur les premiers mois de l'année, la prévision de la progression moyenne du niveau général des prix à la consommation est maintenue inchangée à 2,2% à fin 2006.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par un déficit global, base engagements, hors dons, de 5,3% du PIB, contre une prévision initiale de 2,6%, et une réalisation de 0,3% en 2005. Cette situation est principalement liée au niveau plus élevé que prévu des dépenses totales, en relation avec les prévisions de dépenses en capital plus importantes.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une aggravation du déficit extérieur courant, hors transferts officiels, qui se situerait à 15,5% du PIB contre 10,8% initialement prévu et une réalisation de 16,2% en 2005. Cette évolution serait essentiellement due à la baisse des exportations, notamment celles du coton fibre et du ciment.

L'action des Autorités nationales devrait viser la levée des entraves, en vue de la reprise de la coopération financière avec l'ensemble des partenaires au développement, pour une mobilisation accrue des ressources financières et le traitement approprié de la dette et des arriérés de paiement. Un accent particulier devrait également être mis sur la promotion des exportations, notamment par la relance de la production dans les sous-secteurs des phosphates et du ciment.

CONCLUSION

Les perspectives économiques régionales à mi-parcours indiquent des performances globalement en dessous des projections initiales. Le taux de croissance du PIB, en termes réels est légèrement révisé à la baisse pour ressortir à 3,9%, contre 4,0% prévu initialement et une réalisation de 4,1% en 2005. Les facteurs à l'origine de ce repli ont trait notamment à :

- la persistance des incertitudes dans certains pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo) qui freinent la reprise de la coopération avec les partenaires au développement et l'investissement privé ;
- les difficultés éprouvées par certains secteurs stratégiques, notamment l'industrie chimique au Sénégal et la filière cotonnière au Bénin ;
- l'impact négatif du choc pétrolier.

L'analyse de la situation économique au cours des six premiers mois de 2006 révèle également un repli des performances en matière d'inflation par rapport aux objectifs initiaux. La progression des prix ressortirait en effet en 2006, en moyenne, à 2,4%, au-dessus de la prévision initiale de 1,8% et de l'objectif de 2% fixé dans le cadre du programme monétaire. Outre le niveau élevé des cours du pétrole, les besoins de reconstitution des stocks de sécurité alimentaire consécutifs au déficit céréalier enregistré dans certains pays au cours de la campagne agricole 2004/2005 ont pesé sur l'évolution des prix.

La situation des finances publiques se ressent de ces évolutions qui ont pour conséquences une dégradation des déficits publics et la persistance des tensions de trésorerie.

Dans ce contexte, l'amélioration de la situation économique dans l'Union requiert des actions vigoureuses visant l'assainissement des finances publiques et l'accélération des réformes structurelles, en particulier la restructuration des filières d'exportation. La diversification des économies de l'UEMOA devra également revêtir un caractère prioritaire en vue de réduire la vulnérabilité des économies aux chocs exogènes et d'asseoir les bases d'une relance saine de la croissance dans l'Union.

= - - - - - = - - - - - =

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau 1 : PIB réel, PIB par tête, prix à la consommation

Tableau 2 : Contributions sectorielles à la formation du PIB nominal en pourcentage

Tableau 3 : Contributions à l'évolution du PIB réel en points de pourcentage par secteur

Tableau 4 : Taux d'épargne intérieure, taux d'investissement en pourcentage du PIB nominal

Tableau 5 : Evolution des prix à la consommation

Tableau 6 : Opérations financières de l'Etat en pourcentage du PIB nominal

Tableau 7 : Balance des transactions courantes
